

# Rapport moral



Nous avons quelques raisons d'être satisfaits lorsque nous regardons les succès économiques du commerce équitable avec la progression annuelle à deux chiffres des ventes qui dépassent désormais, en France, le milliard d'euros, avec une prépondérance de plus en plus forte des produits doublement labélisés équitables et Bio.

Cela traduit l'attractivité accrue du commerce équitable avec une prise de conscience grandissante de l'intérêt qu'il y a pour nous tou·te·s de garantir un prix rémunérateur aux modestes artisan·e·s et producteur·trice·s agricoles du monde, tant dans les pays du Sud que du Nord.

Mais nous avons aussi quelques raisons d'être satisfaits de voir la légitimité de notre mouvement de plus en plus reconnue par les pouvoirs publics et des organisations non gouvernementales pour tenter d'influer sur la définition des politiques publiques en matière de consommation responsable, de commerce international, ou encore de développement agricole. En témoigne notre implication très forte dans les récents États Généraux de l'Alimentation, en partenariat avec les organisations de la Plateforme citoyenne pour une transition agricole et alimentaire.

De même sommes-nous de plus en plus écoutés et compris par quelques député·e·s et sénateur·trice·s qui se font échos de nos propositions lors des discussions législatives relatives à l'agriculture et au commerce. Cela est révélateur d'une reconnaissance de plus en plus forte de la pertinence des outils du commerce équitable pour améliorer les revenus des agriculteurs et assurer la transition écologique de leurs pratiques.

Mais il est vrai, malheureusement que les décisions du pouvoir exécutif sont encore trop souvent en contradiction avec les ambitions affirmées en haut lieu.

Les enjeux pour notre collectif dans les années à venir sont bien ceux inscrits dans notre plan d'actions stratégiques :

- Sensibiliser et éduquer un nombre toujours accru de consommateur·trice·s et d'acteur·trice·s économiques pour développer toujours davantage le commerce labellisé Équitable au profit d'un nombre toujours plus élevé de modestes producteur·trice·s du Sud et du Nord
- Appuyer les dynamiques de commerce équitable transformatrices avec un renforcement effectif des organisations de producteurs, des prix véritablement rémunérateurs permettant une transition agroécologique de leurs modes de production (à l'image du programme Équité en Afrique de l'ouest et du programme commerce équitable « Origine France »)
- Plaider pour des modes de régulation des échanges commerciaux toujours plus équitables s'appliquant à tous (et non pas aux seuls acteurs économiques « vertueux » labélisés)

Mais pour continuer d'être pris au sérieux, il nous faudra aussi veiller sans cesse à assurer le changement d'échelle des impacts positifs que peuvent avoir nos actions sur les revenus des couches sociales les plus modestes, en refaire toujours la démonstration par la pratique, et toujours tenir nos promesses, sans ambiguïté aucune.



**Marc Dufumier,**  
**Agronome et Président de**  
**Commerce Équitable France**

